



Les neuf raisons des États-Unis de déclarer la guerre au Venezuela

Par [Nazanin Armanian](#)

Mondialisation.ca, 06 février 2019

[blogs.publico.es](#) 4 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

« Big Stick » ou « Grand bâton » est le nom donné par le Président *Roosevelt* à la politique impérialiste américaine naissante pour l'Amérique Latine : il l'avait repris du dicton africain :

« Parle doucement et porte un grand bâton, ainsi tu iras loin » .

L'expérience de Washington au cours des dernières décennies et dans le monde entier a montré à quel point ce conseil est erroné.

Alors que les Vénézuéliens nous informent sur les causes internes de la crise actuelle dans ce pays, l'intérêt manifesté par les puissances mondiales (qui ignorent la situation humanitaire extrêmement grave au Soudan, au Yémen ou au Congo) indique qu'il existe des raisons complémentaires. Que *Donald Trump* et ses alliés se soucient des libertés au Venezuela alors qu'ils entretiennent de magnifiques relations avec le règne de la terreur saoudienne révèle l'escroquerie de leurs « valeurs démocratiques ».

Les États-Unis et l'Europe considèrent comme ennemis les États qui résistent à leurs prétentions colonisatrices. Si [la vérité est toujours la première victime](#) de toutes les guerres, quelle est celle du Venezuela ?

Les « raisons » des États-Unis



1- **Ressources naturelles** : Le Venezuela possède la plus grande réserve d'or au monde, en plus des diamants, du fer, du cuivre, de l'aluminium, de la bauxite, du coltan, de l'uranium, du gaz ; un patrimoine naturel extraordinaire et aussi beaucoup d'eau douce, mais le joyau de sa couronne est le pétrole : le Venezuela possède 24% des réserves de l'OPEP, environ 301 milliards de barils, plus que l'Arabie Saoudite qui possède 21% des réserves. Le Général nazi *Adolf Galland* a déclaré

que la principale raison de la défaite de son pays lors de la Seconde Guerre mondiale est qu'il n'y avait pas d'essence pour ses avions : la prise de contrôle de Stalingrad avait pour objectif d'avoir accès au pétrole de l'Azerbaïdjan (aujourd'hui un partenaire d'Israël et de l'OTAN).

Les alliés ont gagné, entre autres raisons, parce qu'ils avaient du pétrole. Aujourd'hui, les États-Unis sont désespérément à la recherche de cette ressource : la production a diminué à 115 000 barils par jour dans les réserves du Texas, de l'Oklahoma ou du Dakota.

En 1960, en fondant l'OPEP, le Venezuela a tenté de sauver son industrie du pillage des « Sept Sœurs » anglo-américaines qui dominaient le monde de l'Or Noir. Aujourd'hui, elle produit 1 245 000 barils par jour (contre 3,4 millions en 2000), dont 600 000 sont envoyés aux États-Unis.

2- La présence de la Chine et de la Russie : Le Secrétaire d'État américain démis de ses fonctions, *Rex Tillerson*, a déclaré en février 2018 qu'il soutiendrait un coup d'État militaire au Venezuela, montrant son inquiétude face aux « liens économiques excessifs de la région avec la Chine », un pays qui est le plus grand créancier du Venezuela, suivi par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les banques chinoises ont prêté plus d'argent aux pays d'Amérique Latine que la *Banque Mondiale*. Pékin prévoit d'investir, par exemple, 40 milliards de dollars dans la liaison ferroviaire biocéanique Atlantique-Pacifique (à laquelle le Brésil de *Bolsonaro* s'est opposé). La Chine a également signé quelque 700 accords de coopération pour un montant de 70 milliards de dollars dans les domaines du pétrole, des mines, de la haute technologie (pour les satellites *Venesat-1*, entre autres) et lui a accordé 65 milliards de dollars de prêts en échange de la réception de pétrole. L'entreprise pétrochimique publique chinoise *Sinopec* prévoit d'investir 14 milliards de dollars dans le grand gisement de pétrole de la Ceinture de l'Orénoque, en coopération avec la société russe *Rosneft*, la société italienne *Eni* et la société espagnole *Repsol*.

La Russie a également des accords de coopération militaire, culturelle (avec *Russia Today* en espagnol) et économique avec le Venezuela. Avec un investissement de 17 milliards de dollars depuis 1999, elle a négocié avec Caracas un prêt de 6 milliards de dollars, pour commencer à le rembourser en 2023, en même temps qu'elle a annulé 2 milliards de dollars de dette du Venezuela en échange du renforcement de la présence de *Rosneft* sur le marché du pays, alors que des manœuvres comme celle des bombardiers « cygne blanc » russes en décembre 2018 dans les Caraïbes avec le Venezuela n'intéressent pas les travailleurs vénézuéliens.

Le coup d'État contre la Présidente brésilienne *Dilma Rousseff*, l'emprisonnement de *Lula* et la prise du pouvoir par l'extrême droite de *Bolsonaro* - qui ne cache pas sa croisade contre la gauche -, ont sans doute beaucoup à voir avec le fait que le Brésil soit l'une des lettres du BRICS, alliance géo-économique des cinq plus importantes économies émergentes du monde dirigée par la Chine et la Russie, au service de la coopération Sud-Sud.

Pékin et Moscou étaient conscients de la crise politique du pays lorsqu'ils ont signé des accords à long terme avec le Venezuela : leur relation est stratégique. *Rosneft*, qui produit 8% du pétrole du pays, a signé un accord d'exploitation du gaz de Trinidad de 30 ans avec Caracas en 2017.

3- Échecs au Moyen-Orient et retour en Amérique : malgré les agressions militaires dévastatrices des États-Unis et de leurs alliés, détruisant la vie de près de 100 millions de

personnes au Moyen-Orient, autre région plongée dans le pétrole, et coulant les économies des envahisseurs, Washington n'a pas pu contrôler l'Irak, l'Afghanistan, le Yémen, la Libye, le Soudan, la Syrie, en raison de la forte présence dans les mêmes scénarios, des acteurs mondiaux et régionaux. Récupérer l'Amérique Latine est la mission de la Doctrine Monroe : l'Amérique pour les États-Unis, écrasant les forces de gauche et progressistes qui ont pris le pouvoir en Équateur, au Venezuela, en Argentine, en Bolivie, au Nicaragua, au Brésil et au Mexique, par des opérations clandestines, des sanctions économiques et des menaces militaires.

Même [« l'élection » d'un pape latino-américain](#) pour le Vatican (sachant que l'Amérique Latine concentre 40% des catholiques du monde) doit être interprétée dans le même sens que l'usage de la religion au Moyen-Orient et en Europe de l'Est par les États-Unis : Pendant la guerre froide, le cardinal polonais et anticommuniste *Karol Wojtyła* a été [élevé au rang de Pape](#) au Vatican pour soutenir *Lech Wałęsa* et son union catholique de droite en Pologne, et pour poursuivre la Théologie Chrétienne de Libération : le meurtre de dizaines de religieuses et de religieux pendant que l'extrême droite lançait des opérations comme le « Plan Banzer » étaient des partis du plan.

4- **Mettre fin au projet d'intégration économique du MERCOSUR.**

5- **Démanteler Petrocaribe**, l'initiative du Venezuela lancée en 2005 pour fournir 100 000 barils de pétrole par jour aux pays de la région à des conditions de paiement préférentielles. La particularité de la politique pétrolière de Trump est qu'en plus de vouloir saisir les réserves d'autres nations, elle cherche à dominer le marché de l'énergie.

6- **Affaiblir le Traité de Commerce des Peuples (ALBA)**, une alternative à l'accord de libre-échange de l'ALCA promu par les États-Unis.

7- **Evitez encore plus la chute du pétrodollar** : Le Venezuela commercialise déjà son pétrole en yuan, rouble, euro et aussi la roupie de l'Inde. [La dé-dollarisation](#) du commerce mondial affaiblit l'hégémonie financière des États-Unis.



8- **Le besoin de Trump d'avoir « sa guerre »** : Tous les présidents américains doivent en avoir au moins une, et Donald a pensé que les risques d'envahir le Venezuela sont moindres que pour la Corée du Nord, l'Iran ou la Syrie. Aujourd'hui, pour la première fois, Trump n'est pas seul : le Parti Démocrate, l'Europe et la plupart des régimes sud-américains sont avec lui. Trump n'est pas entré dans l'histoire avec « son mur », le fera-t-il avec le Venezuela ?

9- **La pression du lobby pro-israélien en Amérique Latine contre la présence de**

L'Iran. La CIA a mis en garde contre « la pénétration de l'Iran en Amérique Latine » comme si elle avait fait une descente dans sa propriété privée. L'étrange relation entre la [théocratie islamiste iranienne et la République du Venezuela](#) est fondée sur le pragmatisme, du moins de la part de Téhéran. En fait, quand *Obama* a signé l'accord nucléaire avec l'Iran, cette relation a diminué en faveur de l'Europe, la Chine, la Russie (et Caracas a découvert *Recep Tayyip Erdoğan* de Turquie). Avec la réimposition des sanctions contre l'Iran depuis 2018, un secteur de la République islamique revient vers le pays bolivarien, et annonce même l'envoi de navires de guerre dans les eaux du « pays frère » (ce qui n'aide pas non plus le peuple vénézuélien). La CIA – ainsi que la *Confédération des Associations Israélites du Venezuela* – accusent *Nicolas Maduro* d'envoyer de l'uranium en Iran, d'accueillir les membres du « groupe terroriste » *Hezbollah* libanais et des *Forces Al-Qodspour* pour former les guérillas de la région : ils pourront ainsi relier le président du Venezuela au « terrorisme international », l'envoyer à Guantánamo comme en rêve *Bolton*.

Mesures des États-Unis

Fabriquer des leaders « d'opposition » : Selon *Wikileaks*, des entités américaines telles que le *National Endowment for Democracy*(NED) ou l'*USAID* (qui contrôle l'Afghanistan), la CIA et l'*Institut Albert Einstein* ont recyclé l'organisation anticommuniste yougoslave *Otpor*, créée en 2003 pour [déstabiliser le gouvernement de Slobodan Milošević](#), afin de planifier un « changement de régime » à Caracas. À cette fin, le Président autoproclamé du Venezuela, *Juan Guaidó*, a été contacté aujourd'hui. La presse américaine parle déjà ouvertement du complot Trump-Guaidó tissé de façon secrète. La Maison-Blanche a nommé *Elliot Abrams*, l'un des parrains du terrorisme des escadrons de la mort en Amérique Centrale, pour organiser la « transition démocratique » au Venezuela.

Étouffer l'économie vénézuélienne en abaissant le prix du pétrole. Cela a coulé l'industrie pétrolière vénézuélienne, qui souffre également du « syndrome hollandais » typique des économies « rentières ». La formule « pétrole contre prêt » a réduit les recettes de devises du Venezuela, qui, ces dernières années, ont été utilisées en partie pour sortir des millions de personnes de la pauvreté. La Chine a financé une partie des programmes sociaux du Venezuela pour le logement social, les hôpitaux, les écoles, etc.

Le pacte Trump-Saud ([obtenu grâce à l'assassinat de Khashoggi](#)) pour faire baisser le prix du pétrole a été rejoint par la Russie, augmentant sa production, malgré la forte opposition de l'Iran, de l'Irak et du Venezuela. [L'Iran est une autre victime de cette politique](#), même si, paradoxalement, s'il y a des sanctions contre le pétrole vénézuélien, Trump n'aura d'autre choix que de renouveler l'exclusion de huit pays, dont la Chine et l'Inde, des sanctions contre le pétrole iranien. Un autre bénéficiaire de l'augmentation de la demande de l'Or Noir sera la Russie, qui depuis 2015, pour la première fois depuis l'ère post-soviétique, a réussi à produire 10,74 millions de barils par jour et est devenue le premier producteur mondial.

Suspendre les lignes de crédit (de sociétés comme *BlackRock* et *Goldman Sachs*), empêcher Caracas d'accéder aux revenus de son pétrole pour l'envoyer à l'opposition de droite, privant le gouvernement vénézuélien de quelque 11 milliards de dollars : la faim et la pauvreté vont augmenter, et les médias cesseront de montrer les catastrophes dont le peuple est victime, une fois que les « sauveurs » arriveront.

Préparer une invasion militaire déléguée (procuration) : Conscient que l'ONU n'autorisera pas une intervention militaire au Venezuela, Trump a chargé la Colombie, le

Brésil et le Pérou de préparer leurs troupes. En novembre 2017, ces pays, ainsi que les États-Unis et 22 autres États en tant qu'observateurs, ont effectué la manœuvre militaire « AmazonLog 17 » sur le sol brésilien, regardant le Venezuela. En Syrie, Obama avait [délégué à l'État islamique la mission de préparer le terrain pour ses troupes](#). En mai 2001, les États-Unis ont promu l'opération *Balboa*, confiant à l'Espagne l'organisation de la simulation militaire d'une invasion du Venezuela par la Colombie et le Panama. C'est exact : [l'État Profond ignore Trump](#) et son intention de faire que les États-Unis cessent d'être « la police du monde ».

Est-il possible que les partenaires européens des États-Unis préfèrent que Trump s'amuse au Venezuela et [oublie l'Iran](#) (bien qu'Israël et l'Arabie Saoudite seront là pour lui rappeler !)?



L'échec du plan Trump - Bolton

La cupidité assombrit l'esprit : ils ont l'intention de 1) renverser Maduro, 2) déclarer Guaidó Président par interim et 4) prendre les ressources du Venezuela. Il manque le 3) : comment vont-ils écraser la résistance de millions de Vénézuéliens !

Ils ne l'ont pas considéré non plus en Irak, où les envahisseurs n'ont pas pleinement profité de l'occupation : d'une part, il faut cohabiter avec l'Iran, et d'autre part, voir comment les compagnies chinoises et russes gagnent l'offre pour le pétrole irakien. Les Chinois achètent près de la moitié de la production pétrolière irakienne : 1,5 million de barils par jour. Au Venezuela, des années d'instabilité sont également à l'horizon.

La guerre a depuis longtemps cessé d'être « le dernier recours pour résoudre le conflit entre les États » pour devenir [un commerce florissant](#). Il faudrait maintenant attendre les [« faux drapeaux »](#) pour « justifier » devant l'opinion publique une intervention agressive des États-Unis.

Nous avons encore le temps [d'empêcher une nouvelle guerre](#) cette fois-ci contre le peuple vénézuélien.

Nazanín Armanian

Article original en espagnol : [Las nueve razones de EEUU para declarar la guerra a Venezuela](#), publié le 4 février 2019

Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [blogs.publico.es](#)
Copyright © [Nazanín Armanian](#), [blogs.publico.es](#), 2019

Articles Par : **[Nazanín Armanian](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca